

Lutte de classe

Un piège et comment l'éviter

Un mot sur le dernier éditorial de Gluckstein (*Informations ouvrières* n° 825 du 20 décembre).

Il écrit : « *La loi portant sur la réforme du dialogue social votée il y a un an, et appliquée ici, n'apparaît-elle pas pour ce qu'elle est : un piège et un chantage pour les organisations syndicales* ». Pourquoi pas, mais comme toujours il procède par omission. Nous allons voir rapidement dans quel but précis.

Commençons par nous poser quelques questions insolentes : Pourquoi en est-il ainsi ? Pourquoi les représentants de la bourgeoisie ont-ils mis en avant cette procédure de collaboration de classes (au pluriel, entre les classes) ? Comment ont-ils pu avoir l'audace de vouloir passer ouvertement un tel carcan autour du cou du mouvement ouvrier ? Gluckstein ne répond pas à ces questions, mieux, il les évite soigneusement. Comment il s'y prend, c'est simple, il nous fait le coup du rappel historique de la formation des syndicats sans toutefois répondre à notre question, et comme il en analyse les conséquences, il remonte comme il se doit jusqu'à l'Union européenne.

Que l'on comprenne bien : si nos salaires sont misérables, ce n'est pas de la faute du gouvernement, du Medef, des patrons ou du capitalisme, c'est de la faute de l'Union européenne. Si Thibault, Mailly et consorts acceptent de se plier aux exigences du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, ce n'est pas de leur faute, c'est la faute à l'Union européenne. Et si mon voisin crève de faim, ce sera forcément de la faute de l'Union européenne, non excusez-moi, j'habite en Inde, ce ne sera pas la faute du gouvernement indien, mais de l'impérialisme américain !

Mais en ne répondant pas à la question *pourquoi le gouvernement peut avancer dans cette voie ?*, il ne permet pas aux travailleurs et aux militants de comprendre ce qu'elle sous-entend ou ce qu'elle implique en amont, sur quoi ou sur qui plus précisément s'appuient Sarkozy et Fillon. Or toute la question est là. Allons plus loin, et s'ils ne comprennent pas pourquoi le gouvernement peut avancer tranquillement dans cette voie, ils ne pourront pas s'y opposer puisqu'ils n'en connaîtront pas réellement la cause. Il fallait y penser.

Voici la réponse que Gluckstein s'emploie à camoufler bien maladroitement : Le gouvernement sait pertinemment qu'il peut compter en permanence sur la collaboration active des dirigeants traîtres des syndicats qui année après année n'ont cessé de brader nos droits et nos acquis en interdisant au prolétariat de se mobiliser sur ses revendications ou en signant des accords pourris avec le Medef ou tous les gouvernement successifs, les uns et les autres se distribuant les rôles. Sarkozy et Fillon savent qu'ils peuvent compter sur eux, voilà la vérité qui ne doit pas être portée à la connaissance des travailleurs et des militants.

En réalité, contrairement à ce qu'affirme Gluckstein cette loi n'est ni « *un piège* » ni un « *chantage pour les organisations syndicales* », puisqu'elle n'aurait jamais pu voir le jour sans l'adhésion préalable des dirigeants syndicaux à cette procédure. C'était la moindre des choses à laquelle il fallait penser et à dire, non ?

Dans une autre situation seulement cette loi aurait pu voir le jour : à l'initiative d'un régime dictatorial disposant de syndicats corporatiste à sa botte, ce qui n'est évidemment pas le cas ici.

Finalement, en ne répondant pas à cette question, on a parfaitement compris que Gluckstein cherchait une nouvelle fois à blanchir les dirigeants syndicaux de toute responsabilité, pendant que le PT collabore au plus haut niveau avec les appareils, notamment celui de FO. On s'aperçoit ici que la politique du PT est en réalité totalement subordonnée à celle des appareils qu'il s'emploie à protéger de toute accusation : après tout, si Mailly ou Thibault n'ont pas une position correcte, s'ils commettent des erreurs grossières, c'est parce qu'ils se sont fait « *piéger* » les malheureux, pensez donc, cela arrive à n'importe qui, même à des gens bien et la boucle est bouclée !

Si les dirigeants syndicaux acceptent de se placer délibérément dans le cadre de cette loi infâme au lieu de refuser toute « *concertation* » avec le gouvernement, de rompre leur relation avec lui, c'est uniquement parce qu'ils le veulent bien, parce que cela correspond à leur conception du syndicalisme, parce qu'ils sont des lieutenants de la bourgeoisie au sein du prolétariat et rien d'autre.

Les dirigeants syndicaux et ceux qui les soutiennent sont les véritables fossoyeurs de l'indépendance des syndicats, il faut donc les dénoncer et les combattre au même titre que le gouvernement et le Medef, c'est un devoir pour tout combattant révolutionnaire.

Le combat contre le centrisme et le réformisme fait partie intégrante du combat contre le capitalisme pour le socialisme.

Comme j'ai de plus en plus de mal à prendre au sérieux Gluckstein, j'ai envie d'écrire dans la bonne humeur plus que par conviction : Dirigeants du PT : rompez avec les appareils, rompez avec le réformisme...

La loi du 31 janvier 2007 stipule : « *Tout projet de réforme envisagé par le gouvernement qui porte sur les relations individuelles et collectives du travail, l'emploi et la formation professionnelle (...) fait l'objet d'une concertation préalable avec les organisations syndicales (...). A cet effet, le gouvernement leur communique un document d'orientation présentant des éléments de diagnostic, les objectifs poursuivis et les principales options.* »